

Initiatives ministérielles

rageante, ces échappatoires fiscales, pour permettre justement un équilibre beaucoup plus grand.

Et aujourd'hui, on ne peut pas prétendre, madame la Présidente, comme en 1984, que plusieurs compagnies canadiennes ne paient plus d'impôt, parce que si on fait le bilan conservateur versus le bilan libéral, pour être un peu partisan, on se rend compte qu'il y a beaucoup moins de compagnies qui peuvent se sauver, en termes d'échappatoires fiscales présentement.

Deuxièmement, pour mon collègue du Manitoba qui ne semble pas comprendre, le budget du gouvernement fédéral, entre ses revenus et ses dépenses—on ne parle pas de la dette, on parle du revenu et des dépenses—présentement, on affiche un surplus budgétaire. Comparativement à 1984, lorsqu'on l'a pris, on avait un déficit de 16 milliards de dollars. En plus d'avoir la dette à payer, il fallait qu'on emprunte pour régler les programmes des libéraux parce qu'ils dépensaient plus qu'ils ne recevaient.

Alors que maintenant, madame la Présidente, c'est complètement différent. On reçoit plus qu'on ne dépense et cela, c'est une saine gestion. Et cela nous permettra de pouvoir, à court terme, appliquer un budget équilibré qui permettra, justement, de prendre le contrôle total des dépenses. Mais nous avons plus que notre part dans cette cause, madame la Présidente.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Je suis tenté de lancer un défi à mon collègue ici, en face. En chiffres absolus, vous allez voir que les échappatoires—en dollars, car c'est cela qui compte, en argent—étaient supérieures et de beaucoup dans vos premières quatre années de pouvoir qu'elles l'ont été précédemment.

Vérifiez les chiffres absolus.

• (1740)

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Madame la Présidente, je veux simplement demander à mon collègue de faire des commentaires quant à l'effet de la TPS sur l'industrie touristique. Je crois qu'il est le critique pour le Parti libéral dans ce domaine et j'aimerais le féliciter pour son discours. J'aimerais lui demander de nous faire des commentaires sur la TPS et le secteur touristique.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Madame la Présidente, pour mon collègue évidemment, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, il y a beaucoup de compa-

gnies qui font des *package tours* des États-Unis, dont je reçois beaucoup de lettres où on me dit qu'effectivement la TPS fait qu'il y aura beaucoup moins de voyages organisés, surtout au Québec, parce que la plupart des touristes viennent du Nord-Est des États-Unis.

Donc, étant donné que le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) est ici aujourd'hui, je voudrais lui dire qu'il a sans doute reçu beaucoup de lettres et je vous dirai que les compagnies vous demandent au moins de pouvoir réclamer globalement le remboursement sur la TPS. Donc, c'est une des suggestions, mais si cela ne peut être fait, les compagnies américaines qui amènent des milliers de touristes ici, surtout pour la province de Québec, seront sensiblement réduites de 10 à 20 p. 100. Voilà un des commentaires au sujet du danger de la TPS. Effectivement, d'autres commentaires qu'on peut faire dans le domaine du tourisme, c'est que toutes les organismes qui sont ici au Canada réalisent qu'ils vont connaître une faible participation du touriste à l'intérieur de notre propre pays à cause de la TPS.

[Traduction]

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Madame la Présidente, je voudrais féliciter mon collègue de son approche raisonnée de ce débat. Nous savons tous qu'il étudie la réforme fiscale depuis de longues années.

À mon avis, si le Canada est moins concurrentiel qu'avant, c'est notamment parce que, de l'avis général, le régime fiscal ne traite pas les contribuables équitablement.

Le député a parlé de réforme fiscale dans son discours. Pourrait-il expliquer dans quelle mesure nous devons opérer une réforme complète pour que notre économie soit concurrentielle et équitable et que nous puissions recueillir plus de recettes pour réduire le déficit?

M. Assad: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question.

Le sujet qui nous occupe est inépuisable. Dans la vie publique, nous disons fréquemment qu'un gouvernement doit non seulement être jugé franc et honnête, mais il doit également en donner l'impression.

Dans une démocratie, s'il est une chose qui devrait être juste et équitable, c'est bien le régime fiscal. La population canadienne estime-t-elle qu'il l'est? Loin de là. Nous voyons de plus en plus de Canadiens se rendre compte que tout le régime est complètement détraqué.